

Le 11 décembre, universités mortes mais bien vivantes !

Le 18 novembre dernier, l'Assemblée Nationale a voté en première lecture un projet de loi de Finance consacrant, pour 2015, une réduction du budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de 136 millions d'euros. Alors même que la France est loin de consacrer, comme le préconise l'Union Européenne, 3% de son PIB au financement de l'enseignement supérieur et de la recherche, le gouvernement se lance désormais dans de nouvelles coupes au lieu de mener une politique ambitieuse d'enseignement supérieur et de recherche. Les universités, qui font déjà face à des dépenses croissantes dont l'Etat n'assure plus le recouvrement depuis le passage à « l'autonomie » (masse salariale, coûts de fonctionnement, maintenance et sécurité des sites universitaires), ne sont plus en mesure d'assurer leur mission de service public.

Condamnés à fonctionner avec des « bouts de ficelles » et des « bouts de budgets », les établissements d'enseignement supérieur et de recherche « bricolent » et ces mesures de « survie » pèsent en premier lieu sur les étudiant.e.s pour qui l'université publique reste une voie incontournable de formation, de mobilité et d'insertion professionnelle de qualité : sélection déguisée dans certains UFR contraintes de mettre en place des « capacités d'accueil », fermeture de TD et de filières entières, réduction des heures de formation offertes aux étudiant.e.s, précarisation des personnels enseignants et administratifs de moins en moins en mesure de faire leur travail dans de bonnes conditions ...

Des propositions concrètes de financement de l'ESR sont pourtant constamment relayées par les organisations syndicales et des mouvements comme Sciences en marche. Leur demande de redéploiement d'une partie du Crédit Impôt Recherche reste sans réponse à ce jour, le gouvernement ayant refusé toute discussion à ce sujet.

Nous, sociologues enseignant dans l'enseignement supérieur, n'entendons pas cautionner cette « casse » organisée du service public. La « jeunesse » de ce pays, si elle constitue toujours la priorité de ce gouvernement, mérite bien autre chose que les amphithéâtres surpeuplés, les formations tronquées et les « encadrant.e.s » exsangues que produisent les restrictions budgétaires initiées depuis maintenant plusieurs années. Les diplômés et les formations délivrées par l'université publique protègent leurs bénéficiaires du chômage et de la précarité. En période de crise économique et sociale, poser ainsi les jalons d'un système d'enseignement supérieur public au rabais revient à condamner à toujours plus de précarité et de chômage celles et ceux qui pouvaient jusque-là mobiliser *leur* service public pour mener dignement leur vie professionnelle et citoyenne. En outre, de telles coupes budgétaires conduisent sur le long terme à une fragilisation de l'économie de la connaissance de la France.

Il est de notre responsabilité de lutter pour préserver ce bien précieux dont nous sommes dépositaires : un service public d'enseignement et de recherche à la hauteur des enjeux sociaux et économiques et des défis qui lui sont lancés.

C'est pourquoi nous nous associons aux organisations syndicales et aux collègues de plusieurs universités (notamment celles et ceux de Strasbourg et de Toulouse) pour appeler à une journée de mobilisation, d'action et de grève le 11 décembre 2014.

Nous appelons nos collègues à poursuivre et amplifier la mobilisation à partir du 11 décembre si nous n'obtenons pas satisfaction sur les trois demandes suivantes :

- mise en œuvre d'un plan pluriannuel ambitieux pour l'emploi statutaire à tous les niveaux de l'ESR
- renforcement des crédits de base des laboratoires et des universités
- reconnaissance du doctorat dans les conventions collectives pour faciliter l'emploi des docteurs et la diffusion de la culture scientifique dans les entreprises et la haute fonction publique.

Nous appelons enfin les présidents d'université à s'associer à notre mouvement en déclarant le 11 décembre « Journées Universités Mortes » partout en France.

C'est ensemble que nous devons nous mobiliser et lutter pour préserver une université de qualité. C'est ensemble que nous devons revendiquer et porter des alternatives aux politiques d'austérité qui démontrent, jour après jour, leur inefficacité.